

ENTRETIEN

Les étudiants de la faculté de droit de l'USJ s'impliquent activement dans la société

La faculté de droit et des sciences politiques de l'USJ a décidé de redonner aux jeunes l'envie de se battre et de reprendre leur pays en main en les poussant à réinvestir les institutions de l'État.

Lamia SFEIR DAROUNI



Pour Marie-Claude Najm, doyenne de FDSP, « il n'y a que le politique qui peut faire avancer les choses ». Photo Karim Ghorayeb

Les jeunes étudiants ne rêvent aujourd'hui que d'une chose : poursuivre leurs études à l'étranger pour bâtir un avenir plus sûr, convaincus que rien de bon ne peut être accompli, que tous ceux qui gèrent l'État et la politique sont corrompus, et que l'État ne vaut rien. « Mais il ne faut pas se résigner, martèle fermement la doyenne de la faculté de droit et des sciences politiques à l'Université Saint-Joseph (FDSP), Marie-Claude Najm. Malheureusement, toutes les institutions de l'État ont été progressivement capturées par une oligarchie qui a tout fait pour dégoûter les gens honnêtes et compétents, les manipulant et les abreuvant pendant des années de discours et de slogans mensongers. » L'ancienne ministre de la Justice poursuit : « Mais aujourd'hui, tout n'est pas perdu. Nos jeunes peuvent reprendre le pays des mains de ceux qui l'ont détruit. Mais il faut leur insuffler de nouveau de l'espoir et leur montrer que l'État, qui est le bien commun, peut leur appartenir de nouveau. Et c'est là une des missions essentielles de l'université et de ses enseignants. »

Réconcilier les jeunes avec les administrations publiques

Pour la doyenne de FDSP, « il n'y a que le politique – le vrai, au sens large du terme – qui peut faire avancer les choses ». « Mais il faut arrêter d'abreuver les jeunes de discours décourageants, susciter de nouveau chez eux l'envie du politique, remplacer les slogans creux par la culture profonde et la réflexion critique, et lutter pour le respect du droit et des institutions face au non-droit et à la banalisation de l'impunité », indique-t-elle en présentant les multiples projets sur lesquels travaillent les étudiants de la faculté de droit et des sciences politiques.

« Aujourd'hui, nos étudiants, encadrés par leurs enseignants, four-

nissent par exemple au sein du Dispensaire juridique de la faculté un service de conseil et d'assistance juridique gratuite auprès des populations les plus vulnérables. De même, quarante étudiants très engagés travaillent sur le projet de réforme du droit pénitentiaire pour contribuer à améliorer la situation des prisons et des prisonniers. Il y a quelques années, la faculté de droit et des sciences politiques a introduit, dans le cadre de la licence en droit, un cours intitulé "L'État c'est nous", qui impliquait les étudiants dans la réforme de l'État libanais en les introduisant au cœur des institutions publiques. Les jeunes ont ainsi pu observer les administrations de l'intérieur lors des stages effectués. Ils ont contribué à leur développement en mettant en place un processus digitalisé clair et précis, apportant également des propositions concrètes pour les services de l'État. » Et de poursuivre : « Lorsque nos jeunes réaliseront que les institutions étatiques peuvent être synonymes de modernité et de réussite à l'instar des administrations privées, qu'ils peuvent encore entreprendre quelque chose pour leur pays et pour les gens, ils se réconcilieront petit à petit avec leur État et reprendront confiance dans le pays. »

Lutter contre le désespoir

Relevant le système éducatif du pays en proie à de profondes difficultés depuis quelques années, Mme Najm admet que « l'USJ, qui n'a jamais cédé à la médiocrité malgré la lourde crise économique, a toujours su maintenir son niveau d'excellence en matière d'enseignement et de recherche, avec toute la rigueur et le respect des règles que cela exige ». Cependant, avoue-t-elle, « le plus difficile aujourd'hui est de lutter contre le désespoir, la lassitude et le manque de confiance de la jeunesse envers le pays ».

Pour fortifier et consolider la société civile dont font partie ces jeunes, il faut les inciter à rester au Liban et les former pour devenir des vecteurs de changement dans leur société. Pour cela, l'USJ et en particulier la faculté de droit s'efforcent de consolider davantage leurs diplômés et va au-delà de la simple formation académique offerte aux étudiants, pour leur fournir les outils de réflexion qui les pousseront à développer une pensée critique indépendante.

Dans cette optique, l'université renforce également la codiplomation avec des universités étrangères pour encourager les étudiants à rester au pays et permettre à ceux qui n'ont pas les moyens de poursuivre leurs masters à l'étranger de bénéficier des programmes académiques dispensés par les professeurs de grandes universités françaises qui viendront au Liban donner leurs cours. C'est ainsi le cas pour le master de droit public, qui a aussi reçu cette année des étudiants français en mobilité à Beyrouth. Des pourparlers sont en cours pour une codiplomation du master de droit privé. De même, en octobre prochain, la FDSP lance un nouveau diplôme en droit de la santé et bioéthique en codiplomation avec l'Université de Lyon 3. « Nous avons constaté un encadrement juridique insuffisant de l'acte médical et de l'acte de soins, précise Mme Najm, et un besoin d'ouvrir une telle formation non seulement aux juristes mais aussi et surtout aux professionnels de la santé. »

Parallèlement, l'USJ s'efforce de développer la recherche, stimulant chez les étudiants et les enseignants une attitude critique et réflexive, leur permettant de trouver des solutions aux problèmes quotidiens de manière

structurée. Une recherche innovante sur la réforme de l'administration publique, entamée en 2021, a été récemment publiée et va donner lieu à un cycle d'ateliers de travail avec toutes les parties prenantes ainsi qu'avec les partenaires internationaux. « Il est essentiel aujourd'hui de sortir du mode de survie, imposé par les nombreuses crises traversées ces dernières années, pour se placer de nouveau dans une dynamique de créativité et d'inventivité pour redonner au Liban la place qu'il avait en tant que plateforme de la culture et des échanges, insiste Mme Najm. Et cela, seule la nouvelle génération pourra le faire. »

Un message porté par la Newsletter de la faculté, *Droit devant*, dont le premier numéro est paru en mai 2023. À l'ère de la communication, cette lettre d'information semestrielle est un pont indispensable entre la faculté, ses étudiants, qui sont le pilier central de l'institution, et ses anciens, qui la soutiennent résolument, et permettra à tous de se retrouver régulièrement pour « partager, échanger, maintenir la mémoire ». Envoyée par courriel et disponible sur le web (https://www.usj.edu.lb/newsletter/inst/index.php?newsletter_num=1&inst_id=13), elle informe les lecteurs des récentes publications, recherches menées ou manifestations scientifiques organisées par la faculté, décrit les dernières activités de son Centre d'études des droits du monde arabe et celles de son Dispensaire juridique, indique les nouveaux partenariats et collaborations et comporte des rubriques mettant en lumière les nombreux succès des alumni comme des étudiants.

« La ténacité de nos jeunes force l'admiration et nous resterons présents pour eux, "Droit devant", sans sourcilier », conclut Marie-Claude Najm.